



Conseil de sécurité

Distr. générale
27 juillet 2001

Original: français

Lettre datée du 25 juillet 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Belgique auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de porter à votre attention la déclaration de la présidence au nom de l'Union européenne sur la situation au Burundi, publiée le 24 juillet 2001 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de la Belgique
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Jean **De Ruyt**

**Annexe à la lettre datée du 25 juillet 2001, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de la Belgique auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais et français]

**Déclaration de la présidence au nom de l'Union européenne sur la
situation au Burundi, publiée le 24 juillet 2001**

L'Union européenne prend note avec satisfaction de l'annonce du début de la mise en oeuvre du plan du médiateur, Nelson Mandela, adopté lors du Sommet des chefs d'État de l'initiative régionale sur le Burundi qui s'est tenu à Arusha le 23 juillet 2001. Cette décision devrait permettre un démarrage effectif de la transition, prévue par l'Accord d'Arusha.

L'Union européenne rappelle son invitation à tous les protagonistes du conflit burundais à rechercher dans un esprit de compromis une solution politique à la crise actuelle, dont les victimes principales sont les populations civiles.

L'Union européenne condamne la tentative de coup d'État perpétrée par un groupe de mutins des forces armées burundaises dans la nuit du 22 au 23 juillet.

Les pays d'Europe centrale et orientale associés à l'Union européenne, Chypre, Malte et la Turquie, pays également associés, ainsi que les pays de l'Association européenne de libre-échange membres de l'Espace économique européen se rallient à cette déclaration.
